



16 décembre 2025

## VSS à l'UEMO de Montreuil ? Silence, on licencie les lanceuses d'alerte

En avril 2025, les secrétaires régionaux.ales du SNPES-PJJ/FSU sont saisi.es d'une situation de violences sexistes sur l'UEMO de Montreuil. Des caricatures tantôt assimilant le féminisme au « Troisième Reich », tantôt représentant la justice se faisant faire une fellation par une association féministe, étaient dessinées en réunion de service, dans un contexte global d'hostilité et de prises à partie verbale violentes à l'égard du féminisme et des femmes. Les évidences n'étant pas celles que l'on pense, la première réaction de l'administration a été la suivante : « Qui a fait sortir ces dessins ? ».

Les témoignages s'accumulant dans un climat délétère sur cette UEMO depuis des mois et l'insécurité vécue par les collègues femmes du service, la DIR a fini par diligenter... un contrôle administratif... preuve que les VSS, ne sont en IDF et sur le 93, pas encore un « **dysfonctionnement** », même quand la ligne hiérarchique les couvre sous couvert de bienveillance... et oui pour l'administration, les victimes, ici, sont bien les auteurs qui ont été dénoncés, pas les femmes qui en souffrent et qui posent la limite...

De fait, ce sont bien celles qui ont lancé l'alerte qui en payent le prix fort depuis des mois. Menaces disciplinaires, pressions individuelles notamment sur les contractuelles, instrumentalisation victimaire du cahier SST par la RUE... l'ensemble de la ligne hiérarchique semble avoir perdu le nord. Pour autant, les collègues, pas une, pas deux, mais plus de la moitié de l'équipe, ont tenu la barre, elles, et ont témoigné lors du contrôle en septembre 2025.

Qu'a cela ne tienne, la Direction Territoriale 93 nous l'a affirmé, elle soutient à 200% ses cadres, même quand on lui demande de stigmatiser une collègue contractuelle lanceuse d'alerte et de procéder à la non reconduction de son contrat en raison de sa déloyauté avec sa hiérarchie. Un crime de lèse-majesté en somme.

Après tout la DTA elle-même avait bien averti cette collègue en la menaçant déjà d'un non renouvellement en l'absence de « neutralité » de sa part dans cette situation. Ce qui était déjà clairement une forme d'intimidation et de chantage au silence contre la signature d'un contrat de travail. D'ailleurs, c'est un contrat « saisonnier » qui lui est proposé, selon la DRH DIR, « par erreur » puisqu'il ne s'agissait pas d'un premier contrat. Mais d'erreur il n'était absolument pas question, **la contractuelle a témoigné des VSS subies par l'équipe, elle sera donc congédiée.**

Nous avons interpellé la DIR à plusieurs reprises sur la situation de Montreuil, depuis avril et fait remonter toutes les attaques subies par les collègues, avant et après le contrôle. Privilégiant un dialogue social constructif et dans l'intérêt des personnels et du fonctionnement serein du service, sans oser imaginer que la DIR allait traiter cette question par la plus scandaleuse manière, en mettant à la porte la collègue contractuelle sous contrat depuis 4 ans.

Régler ses comptes sur un personnel précaire nous semblait une ligne rouge que l'administration, la DIR notamment, se garderait de franchir. Pourtant les cadres de proximité sont bien incapables de justifier ce non-renouvellement autrement qu'en évoquant le contrôle et même, plus grave pour nous, le contenu des entretiens de ce contrôle (toujours pas sorti), censés être confidentiels. De fait, la DTA, assume : cette décision est un message à l'équipe pour repositionner l'autorité des cadres.

Le laisser-faire de la DIR, qui se veut en avance sur la question de l'égalité Femmes-Hommes est pour nous incompréhensible. Comment expliquer que les mécanismes bien connus des VSS (culpabilisation des victimes, défense de l'agresseur...) ne soient pas identifiés ? Comment expliquer que la DIR continue à regarder ailleurs malgré nos alertes documentées ?

Le SNPES-PJJ/FSU accompagnera toujours les collègues victimes de VSS, quel que soit leur statut, car jamais dénoncer des agissements sexistes ne devrait leur coûter un poste. Nous n'en resterons sûrement pas là. La direction nationale doit se positionner sur cette situation dans un premier temps. Il s'agit clairement d'un abus d'autorité et surtout, d'un déni absolu des violences sexistes à l'œuvre dans cette unité.



EN LUTTE CONTRE LES INEGALITES DE SEXE ET DE GENRE !  
CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES !

